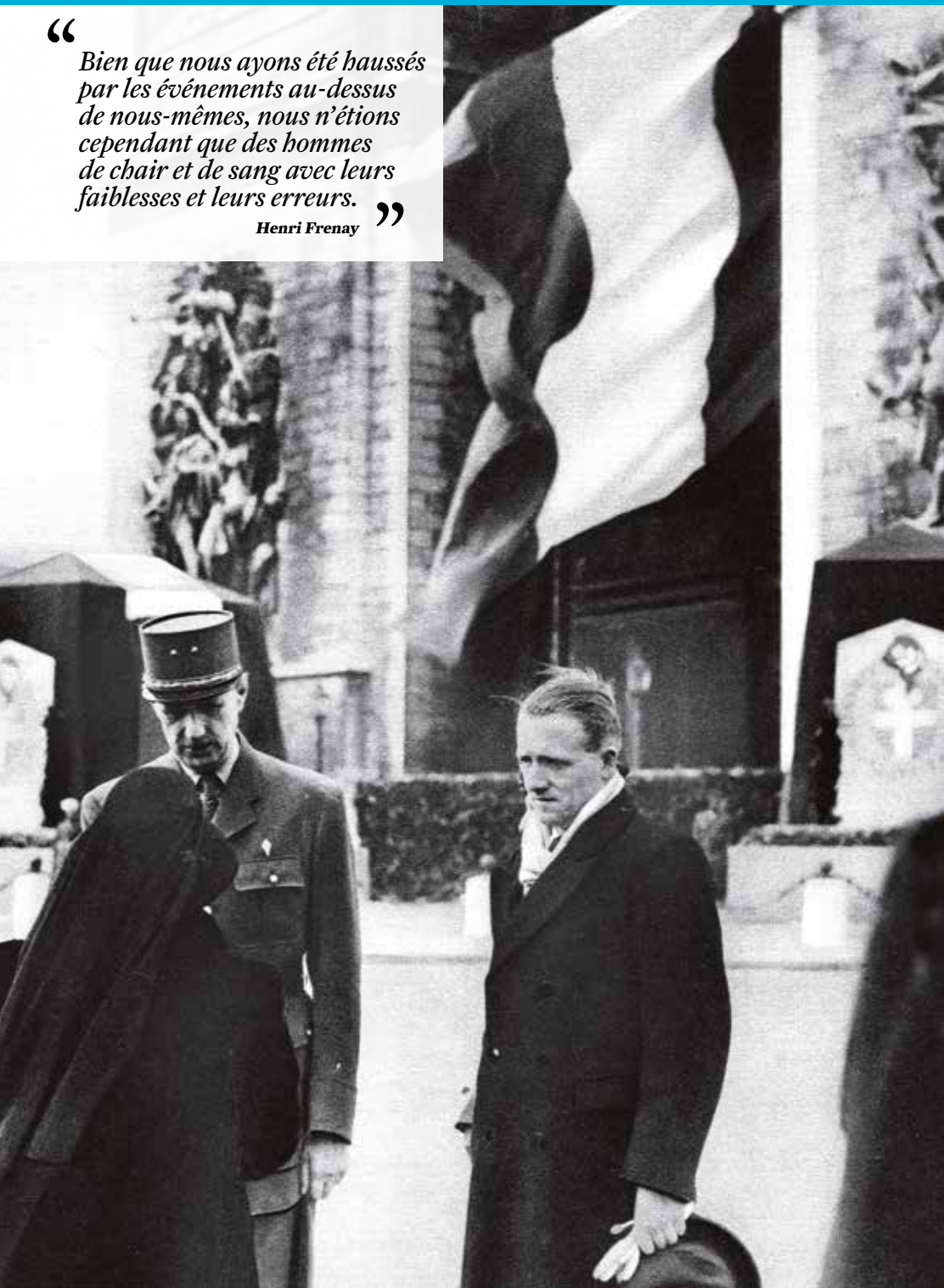


“
*Bien que nous ayons été haussés
 par les événements au-dessus
 de nous-mêmes, nous n'étions
 cependant que des hommes
 de chair et de sang avec leurs
 faiblesses et leurs erreurs.*”

Henri Frenay



LA RÉSISTANCE DANS LE 17^E : LES CHEMINS DE LA LIBERTÉ

L'EXEMPLE HÉROÏQUE DE LOUISE DE BETTIGNIES

Le 17^e arrondissement porte, dans ses rues, ses quartiers, l’empreinte des heures tragiques, douloureuses, de la Résistance : la fondation du mouvement Combat d’Henri Frenay, les rencontres, rue de Rome, entre Pierre Brossolette et Jean Moulin, la mise en place des réseaux du colonel Rémy, l’engagement de Guy Môquet, martyr adolescent, l’assassinat, Cité des Fleurs, de Colette Heilbronner par les agents de la Gestapo et les nombreuses actions clandestines qui ont précédé le soulèvement populaire des Batignolles, en août 1944. D’autres héros, plus ou moins connus, parfois injustement oubliés, hantent notre mémoire : Jacques Bingen, Gilbert Védry – Médéric pour l’Histoire -, le commandant du Casabianca, Jean L’Herminier, enterré au cimetière des Batignolles, les élèves de l’Ecole Polonaise qui se sacrifièrent au Vercors et le colonel Manhès. Louise de Bettignies avait incarné, au cours de la première guerre mondiale, cette vertu des âmes stoïques, inflexibles, qui devaient constituer, dès l’automne 40, les premiers éléments de la résistance. Elle fut un exemple d’abnégation pour les patriotes. Alors que les Allemands occupaient le Nord, elle dirigeait à Lille un réseau qui communiquait des renseignements aux Britanniques sur les mouvements des troupes d’occupation. Elle fut arrêtée le 20 octobre 1915 à la frontière belge et condamnée à mort à Bruxelles le 16 mars 1916. Sa peine fut commuée en détention perpétuelle à Siegburg, près de Cologne, où elle fut enfermée avec sa principale collaboratrice. Elle mourut, le 17 septembre 1918, deux mois avant l’armistice.

Grandeur morale

Ayant refusé de travailler, en prison, pour l’industrie de guerre allemande, Louise de Bettignies fut jetée au cachot. Calvaire qu’elle

décrivit dans une lettre à la prieure du couvent de Carmélites d’Anderlecht : « *Figurez-vous, ma Mère, une cage du Jardin des Plantes : un mètre quarante sur un mètre trente de large ; comme mobilier, une planche sur la pierre et un tabouret. Ni air, ni lumière. On me parlait à travers des barreaux.* »

On la condamna aux travaux forcés mais comme elle purgeait déjà une peine perpétuelle, on lui supprima le droit à la correspondance pour la faire plier. Louise de Bettignies refusa de céder au directeur qui voulait lui faire fabriquer, ainsi qu’aux autres prisonniers, des munitions. « *Vous pouvez me supprimer toute nourriture, lui-dit elle. Je suis Française. Je ne ferai rien contre mon pays, mon honneur et ma conscience.* »

On la transféra dans une cellule glacée. La fièvre ruina sa santé affaiblie et on lui administra les derniers sacrements. Devant sa ‘résistance’, les Allemands renoncèrent à imposer aux prisonniers la fabrication de munitions, soit cent vingt-cinq obus par jour pour chacun des mille prisonniers... En 1920, quand sa dépouille fut transportée en France, les troupes anglaises lui rendirent hommage, fusils tournés vers le sol, en faisant résonner leurs tambours voilés. Sur l’une des couronnes que portaient les soldats anglais, on pouvait lire : « *In memory of a great patriot who gave her life for the entente cause* »*.

A Lille, l’évêque, auquel elle avait écrit du fond de son cachot, la comparant à la bonne Lorraine, exprima l’émotion de tous les Français : « *Notre France est sensible, passionnée, droisée, mais elle aime la beauté et la grandeur morale.* »

* « *En mémoire d’une grande patriote qui donna sa vie à la cause de l’Entente* »

Ci-contre : Le général de Gaulle et Henri Frenay (1905-1988), alors ministre des Prisonniers et Déportés, saluant les familles des disparus. Paris. 1945



De gauche à droite : Louise De Bettignies, Henri Honoré D'Estienne D'Orves, membres de la Résistance française devant être exécutés après un procès devant un tribunal militaire allemand

➔ 1940-1941, LA SOLITUDE PÉRILLEUSE

En août 1940, la France, hébétée, partagée entre la zone occupée et la zone libre, pleure les 92 000 soldats tués en quarante jours de guerre, du 13 mai à l'armistice demandé par Pétain, le 17 juin. 1 800 000 militaires français sont captifs des Allemands. Marc Bloch écrit : « *La France d'un nouveau printemps devra être la chose des jeunes. Sur leurs aînés de l'ancienne guerre, ils posséderont le triste privilège de ne pas avoir à se garer de la paresse de la victoire. Quel que puisse être le succès final, l'ombre du grand désastre de 1940 n'est pas près de s'effacer. Peut-être est-ce une bonne chose d'être ainsi contraints de travailler dans la rage ?* »

Le Coq gaulois

C'est la rage plutôt que le désespoir qui anime le lieutenant de vaisseau Henri Honoré d'Estienne d'Orves et le capitaine Philippe de Hautecloque lorsqu'ils rejoignent Londres



Sépulture de Gilbert Védry alias Médéric



14, rue de l'Étoile

en juillet 1940. C'est la même impatience d'agir qui rassemble, fin juillet, début août, une petite poignée de Gardiens de la Paix dans le petit commissariat du quartier des Ternes, situé 14, rue de l'Étoile pour fonder un groupe de résistance sous le nom de 'Coq gaulois'. Les initiateurs se nomment Albert Lebon et Pierre Pourailly. Leur premier objectif, c'est de fournir des papiers aux prisonniers évadés et de récupérer des armes. Ils recrutent leurs camarades dans les commissariats du nord-ouest de la capitale et de la périphérie : 17^e, 16^e, Levallois, Neuilly, Courbevoie et Clichy-la-Garenne. Chaque membre qui prête serment au 'Coq gaulois' doit faire dix adhésions. Bientôt, avec l'incorporation de quelques civils, ils sont 200. En décembre, l'un des membres du groupe tente d'enrôler un collègue qui s'empresse de le dénoncer. La préfecture de Police, qui trouve deux armes dans la chambre de l'imprudent - rue Cardinet, à l'hôtel de l'Europe, remonte toute la filière et les enquêteurs découvrent des stocks d'armes et des munitions au commissariat des Ternes. Tous sont condamnés à de lourdes peines de réclusion et d'emprisonnement, le 22 mai 1941 par le tribunal militaire allemand. Lebon est envoyé à Siegburg, la prison où Louise de Bettignies est morte en 1918... Certains n'en réchapperont pas et deux membres non policiers du 'Coq Gaulois' seront fusillés au Mont-Valérien en 1942 et 1944.

Le réseau d'évasion de Kitty et d'Etta

D'autres initiatives, dictées par un élan de solidarité, se révèlent aussi dangereuses. Américaine, Etta Shiber, a rejoint 2, rue Balny d'Avricourt, près de l'avenue Niel, en 1936, son amie anglaise devenue veuve, Kitty Beaufre, qu'elle a connue dans sa maison de couture parisienne en 1925. En juin 1940, dans le chaos de l'exode, sous les rafales des stukas, elles découvrent, dans une auberge à l'abandon, un aviateur anglais caché depuis l'évacuation de Dunkerque. Elles le dissimulent dans le coffre de leur voiture et reviennent à Paris avec le pilote de la RAF afin de le faire passer en zone libre. Kitty Beaufre conçoit alors le projet d'une filière d'évasion à plus grande échelle des soldats anglais piégés dans le Pas-de-Calais. Avec la complicité du père Christian Ravier, qui évalue à plus de mille les soldats britanniques terrés dans les forêts qui entourent sa paroisse de Conchy-sur-Canche, entre Calais et Amiens, elles mettent en place un réseau pour les évacuer avant qu'ils meurent tous de faim. « *Il n'y a pas de jours*, leur confie le père Christian, *sans que l'on me dépose un corps devant l'église.* » Le jeune abbé et ses paroissiens tentent de les nourrir, de leur donner des vêtements mais les Allemands occupent le presbytère. Il propose aux deux femmes de transférer les Anglais les uns après les autres à Paris afin qu'elles leur

fassent franchir, avec des complicités locales, la ligne de démarcation. Grâce à ce curé, à Kitty Beaufre et à Etta Shiber, d'août à novembre, cent cinquante fugitifs gagnent la liberté. Parmi eux, un déserteur allemand.

Libéré par l'Intelligence Service

Le 26 novembre 1940, la Gestapo arrête, rue Balny d'Avricourt, Kitty, Etta, le père Christian Ravier et deux autres membres de ce réseau d'évasion, un vigneron et un infirme de guerre. L'Amérique est encore neutre et Etta Shiber échappe à la peine de mort. En mai 1942, elle est échangée contre une espionne allemande détenue aux Etats Unis. Quatre heures avant d'être exécuté, le père Christian est libéré par d'authentiques officiers de l'Intelligence Service portant des uniformes nazis. Il refuse de rejoindre l'Angleterre et retourne à l'anonymat pour renseigner les alliés, aider la Résistance. « *Le Bon Dieu m'a sauvé une fois*, dit-il aux Anglais. *Il peut le refaire et il le refera.* » 'Paris underground', le livre d'Etta Shiber, paraît aux Etats-Unis avant la fin de la guerre. Etta meurt à New York, à l'âge de 70 ans, à la veille de Noël, en 1948, sans savoir ce que son amie Kitty était devenue. ▶

“Je meurs chaque nuit pour ressusciter chaque matin.”

Georges Bernanos

Partout, l'occupant

En 1940 et 1941, l'occupant est présent dans tout l'arrondissement. Rue Pouchet, l'immeuble HLM de briques, à peine inauguré, est réquisitionné pour les soldats de la Wehrmacht comme la caserne du boulevard Berthier réservée aux SS. L'organisme chargé d'expédier en Allemagne les matières premières pillées a fait main basse sur la gare marchandise des Batignolles. La Gestapo française de la rue de la Pompe a ouvert une annexe rue du Colonel Moll. Avenue de Wagram, l'hôtel Mercedes devient le siège des services secrets de l'amiral Canaris tandis que le garage de la rue Boursault abrite les stocks d'équipements des troupes d'occupation. Les séides de Vichy, qui traquent les Francs-maçons, ont expulsé la Grande Loge de France, 8 rue Puteaux, pour y substituer le 'Centre antimaçonnique et antisémite' du sinistre Henri Colson.



8, rue Puteaux



Guy Môquet (1924-1941), militant communiste français, fusillé à Chateaubriant le 22 octobre 1941

► 1941 : la Résistance s'organise et frappe

En France, le premier à lancer un appel, le 15 août 1940, à la lutte contre l'occupant, après le discours du 18 juin du général de Gaulle, est un saint-cyrien, capitaine évadé au lendemain de l'armistice : Henri Frenay. Il transmet, via les Polonais de Marseille, des renseignements militaires à Londres. En mars 1941, ce Lyonnais jette les bases de l'Armée Secrète avec Bertie Albrecht.

La résistance intérieure passe par l'information contre Vichy, diffusée par des feuilles clandestines. En zone occupée et en zone interdite – le Nord et la zone côtière – des groupes se sont créés spontanément. Les uns privilégient le renseignement ou la propagande, les autres le sabotage. Pour coordonner leurs actions, Henry Frenay rencontre, 7, rue du Colonel-Moll, d'autres résistants – Pierre Froment et Jacques-Yves Mulliez – et fonde les 'Petites Ailes de France', préfiguration de 'Combat'. Ce jour-là, le 7 avril, Pétain lance



7, rue du Colonel Moll



Plaque à la mémoire de Guy Môquet, rue Baron

© P.Muraro

© P.Muraro

une mise en garde aux gaullistes : « Si chacun prétendait se faire une idée particulière de ce que commande le devoir patriotique, il n'y aurait plus ni Patrie ni Nation ».

Le cycle des représailles

L'année 1941 est une année terrible : le 14 février, l'Afrikakorps a débarqué à Tripoli, et le cuirassé allemand 'Bismarck', le 24 mai, a coulé le croiseur «HMS Hood», orgueil de la Royal Navy, et le 22 juin, Hitler a déclenché l'opération 'Barbarossa' contre l'URSS. Gabriel Péri, l'ancien député communiste d'Argenteuil qui avait pris ses distances avec le Parti Communiste en raison du pacte germano-soviétique, est arrêté à la Porte de Champerret. Probablement dénoncé, il sera exécuté le 15 décembre, au Mont-Valérien, avec 94 autres otages dont Lucien Sampaix. « Tutoyons-nous, son espoir est vivant », écrit Eluard. La France entre dans le cycle des représailles. Après l'exécution du commandant des troupes allemandes en Loire-Inférieure, 27 otages, dont Jean-Pierre Timbaud et Charles Michels, sont fusillés. Le plus jeune a 17 ans. Il se nomme Guy Môquet. Fils du député communiste du 17^e arrondissement, il a été arrêté un an plus tôt au métro gare de l'Est en distribuant des tracts. Ses camarades, au lycée Carnot, étaient Gilles Deleuze, André Balland et le fils de Félix Eboué. Tous les jours, descendant la rue Baron, il traversait la Cité des Fleurs. « Je laisserai mon souvenir dans l'Histoire, car je suis le plus jeune des condamnés », dit-il à l'abbé venu assister les condamnés.



© P.Muraro

De gauche à droite : Colonel Rémy (1904-1984), André Dewavrin dit le colonel Passy (1911-1998), Sépulture du commandant L'Herminier

➔ 1942-1943 : ÉPREUVES ET SACRIFICES

Le verbe 'résister', dans les feuilles clandestines, les 'papillons' collées au métro Rome ou sur les murs de la gare Cardinet, peut coûter la vie à ceux qui le colportent. Un décret du 21 août 1941 a transformé en otages tous les Français arrêtés sur ordre des services allemands. Cette politique ne dissuade pas les auteurs de coups audacieux comme l'attaque au cocktail molotov, le 19 septembre 1941, 21, boulevard Pershing, du garage Soga réquisitionné par la Wehrmacht pour la réparation de ses véhicules. Le général von Stülpnagel, gouverneur militaire de Paris, propose à l'armée de terre d'ordonner des déportations comme 'mesures d'expiation'. Le premier convoi de Juifs de France, parti le 27 mars 1942 – comme les cinq suivants -, est organisé par l'administration militaire. En juin 1942, le général Karl Oberg prend ses fonctions de chef supérieur des SS et de la police en France.

Passy et Rémy : la lutte pour le renseignement

Le 6 février 1942, au 17, avenue Paul-Adam, une souricière a été tendue à Yves le Tac qui

appartient au réseau Overcloud du Bureau Central de renseignement et d'action (BCRA) dirigé à Londres par un jeune capitaine rescapé de Narvik : Passy/André Dewavrin. Le Tac est arrêté avec sa femme mais sa belle-mère parvient à avertir le réseau. Le BCRA, c'est le bras armé des Français Libres en zone occupée. Ses dirigeants – Passy, Brosolette ou André Manuel – accomplissent des missions en France pour coordonner l'action.

Gilbert Renault, le futur colonel Rémy, a fondé, avant la fin des années 40, la Confrérie Notre-Dame (CND), réseau de renseignements rallié à la France Libre. Ce catholique pratiquant, père de famille nombreuse, s'est placé sous la protection de la Vierge... Ses renseignements – transmis à la RAF – se sont traduits, en 1941, par la destruction du cuirassé Bismarck. Mieux encore : la Confrérie Notre-Dame a collecté les informations qui permettent aux Britanniques, en février 1942, d'effectuer une opération de commando sur la station-radar allemand de Bruneval, en Seine-Maritime, et d'emporter ►



les pièces essentielles de ce dispositif. A Paris, Rémy a établi, début mai, sa centrale de liaison radio avec Londres. Le 15 mai, avenue Carnot, Rémy et les chefs du secteur Lutwaffe du CND et de l'Organisation de l'Armée : Georges Facq, François Faure, Berthelot, sont arrêtés le soir même. Après la trahison de juin 1942, Rémy, assisté de Petit et Tillier, sauve le réseau.

À l'automne 1943, l'arrestation de 'Parsifal', un agent chargé des parachutages, des atterrissages, est suivie de celle de 'Tilden' ; ce responsable radio résiste à la torture mais pas aux ruses d'un gestapiste. Son imprudence entraîne le démantèlement de la centrale de Champerret. Cent responsables 'Résistance PTT' sont identifiés par les Allemands.

Rémy se replie en Angleterre.

Le réseau, reconstitué par Marcel Verrière, en décembre 1943, à partir des cellules encore actives sous le nom de « Castille », continuera à fonctionner jusqu'à la Libération. Le courage de ces résistants force l'admiration. Avant d'être arrêtée en novembre 1943, Simone Michel-Lévy a étendu, avec ses collègues, des cellules de renseignements, de transmissions, sur l'ensemble de la France et développé un système de «boîtes aux lettres».

Torturée par la Gestapo française, elle ne livre aucun nom. Condamnée aux travaux forcés dans une usine de munitions en Tchécoslovaquie, elle organise un sabotage qui paralyse la production.

A Flossenbürg, avec deux camarades, elle est pendue le 13 avril 1945, dix jours avant la libération du camp.

En trois ans et demi d'activité, sur les 1 544 agents de la Confrérie Notre-Dame, 524 sont arrêtés, dont 234 déportés, 37 fusillés et 151 morts en déportation. ▶

“ *Les rides qui fanaient le visage de la Patrie, les morts de la France combattante les ont effacées ; les larmes d'impuissance qu'elle versait, ils les ont essuyées ; les fautes dont le poids la courbait, ils les ont rachetées. En cet anniversaire du jour où le général de Gaulle les a convoqués au banquet sacré de la mort, ce qu'ils nous demandent ce n'est pas de les plaindre, mais de les continuer. Ce qu'ils attendent de nous, ce n'est pas un regret, mais un serment. Ce n'est pas un sanglot, mais un élan. ”*

Pierre Brossolette, 1942



Pierre Brossolette



Foulard «Les Journaux de la résistance»



Tragédies entre ombre et lumière

C'est un temps déraisonnable, écrit le poète : les justes, traqués, luttent dans l'ombre ; les cyniques et les traîtres plastronnent dans un Paris vert-de-gris, soumis au couvre-feu, affamé par le marché noir. Les salles de cinéma et de spectacles – quand elles ne servent pas de stations de radioguidage pour les sous-marins allemands comme le sous-sol du cinéma Napoléon, avenue de la Grande Armée – sont désormais les vitrines des collaborationnistes ou les outils de propagande de l'occupant nazi.

Le 1^{er} mai 1942, le jour de l'arrestation à 200 mètres du siège clandestin de la Confrérie Notre-Dame, Tino Rossi, ami de Carbone, gangster intéressé aux pillages de la Gestapo de la rue Lauriston, Suzy Solidor - fille adultérine de Robert Surcouf, descendant direct du corsaire malouin - et Cécile Sorel se produisent sur la scène du Théâtre de l'Empire pour la Légion des Volontaires Français, installée 12, place Malesherbes et convoitée par Jacques Benoît-Méchin.

Le bien côtoie le mal et la veulerie se drape dans la philanthropie maréchaliste. Au 86 de la rue Nollet, 'La Maison du Secours National', fondée par le docteur Ménétrél, le médecin de Pétain, et Adrien Marquet,

a organisé 'L'entraide d'hiver du Maréchal', une soupe populaire. A quelques dizaines de mètres de là, le 3 septembre 1942, 68, rue Nollet, André Postel-Vinay, qui vient de s'évader de Sainte-Anne, est hébergé par le réseau Pat O'Leary, avant d'être évacué vers Londres.

Le différend entre Max et Brumaire

Fin 1942, le débarquement des Américains en Afrique du Nord entraîne l'invasion de la zone libre par les troupes hitlériennes qui accentuent la répression. Le sort du troisième Reich se joue à Stalingrad. L'arrestation d'Alfred Corbin, le patron de la société Simex, le 19 novembre, 15, rue Cernuschi, est l'une des conséquences de cette bataille entre Staline et Hitler. La Simex fait partie de l'Orchestre Rouge de Léopold Trepper, le fer de lance du renseignement soviétique qui a infiltré l'appareil économique nazi. Corbin sera guillotiné en Allemagne. Léopold Trepper est arrêté cinq jours plus tard chez son dentiste mais parvient à s'évader.

De Gaulle, lui, veut réunifier les mouvements ▶



Panneaux de signalisation allemands, place de l'Etoile et avenue de la Grande-Armée



de la Résistance intérieure, armée et déployée pour le renseignement, en y intégrant les anciens partis politiques discrédités par Vichy. Ce choix oppose deux hommes remarquables par leur intégrité, leur abnégation : Max – c'est-à-dire Jean Moulin –, chargé de préparer la mise en place du Conseil National de la Résistance, et Brumaire – Pierre Brossolette, partisan d'une 'remise à plat' du paysage politique et hostile à la résurrection des formations héritées de la Troisième république.

Rue de Rome, leur rencontre dans le pied à terre de 'Frédéric', le commandant Manhès, donne lieu à une discussion orageuse. Laure Moulin écrira dans le livre qu'elle a consacré à son frère : « *Il y eut, entre Max et Brumaire qui, tous deux, hommes de valeur et de caractère et magnifiques résistants, devaient payer de leur vie leur dévouement à la Patrie, un regrettable climat d'incompréhension* ».

C'était une dispute de doctrine : les sacrifices de la Résistance devaient-ils s'effacer, la paix revenue, devant la routine politicienne ? Frenay – qui a davantage d'affinités avec Brossolette – partage l'opinion qu'il ne faut pas laisser de pouvoirs 'exorbitants' à un seul homme, fût-il Moulin... Pour Brossolette, familier des dangers de la clandestinité, le cloisonnement entre les activités paramilitaires et les autres est impossible. « *Le militant de base, soutient-il, remplit inévitablement une tâche de propagande, de recrutement, et de renseignement quand il le peut. Allez-vous lui*

interdire de faire partie de l'Armée Secrète et, le moment venu, de participer au combat ? »

Le 31 mars 1943, Moulin rencontre Passy et Brossolette dans le bois de Boulogne. La discussion dégénère vite. Moulin explose de colère devant les réticences de Brossolette. Le lendemain, le 1^{er} avril, lorsque le normalien fait part à Moulin, dans un appartement de l'avenue des Ternes, des objections des mouvements de la Résistance à l'introduction de délégués des 'partis' au sein du Comité National de la Résistance, Jean Moulin, assure Frenay, « *perd son sang-froid* ».



Henry Frenay (1905 - 1988)



De gauche à droite : Vélo-taxi à Paris sous l'Occupation, Jean Moulin, novembre 1939

Après un ultime voyage à Paris, début juin, Jean Moulin monte dans le métro à la station Rome pour aller prendre le train pour Lyon. Le 11 juin, Suzanne Olivier, son agent de liaison, est arrêtée à la station Villiers au moment où elle s'apprête à vider son appartement des archives de l'Armée Secrète.

Le 21 juin, Moulin est arrêté à Caluire par Klaus Barbie ; c'est son ultime séjour à Paris avant son arrestation. En septembre 1943, Pierre Brossolette et Forest Yeo-Thomas, un agent du SOE britannique, au 102, avenue des Ternes, se réunissent chez Hélène Peyronnet pour préparer la venue du nouveau délégué général Emile Bolaert, le successeur de Jean Moulin. La fille d'Hélène Peyronnet est arrêtée à son tour.

Les Allemands piègent Brossolette en février 1944, à Audierne, à la suite d'une trahison, après une tentative d'embarquement pour l'Angleterre.

Il est transféré au quartier général de la Gestapo à Paris, au 84, avenue Foch, où, pendant deux jours, il est torturé. Le 22 mars, il se jette du cinquième étage de l'immeuble et meurt à la Salpêtrière sans avoir parlé.

Un âpre combat

L'instauration du Service du Travail Obligatoire, en février 1943, incite de nombreux jeunes gens à rejoindre le maquis. Dans le 17^e, le 27 mai, la section juive des FTP-MOI, réunie 32, rue Guyot – l'actuelle rue Médéric-, met sur pied une nouvelle organisation, après une trahison, en présence de Missak Manouchian. En octobre, Claire Chevrillon – responsable du chiffage des messages pour Londres - se cache rue du Débarcadère après le démantèlement du Bureau des Opérations Aériennes, émanation du BCRA. Novembre est un mois douloureux pour 'l'armée des ombres', comme l'a appelée Joseph Kessel, qui a rejoint l'aviation de la France ▶



Missak Manouchian (deuxième à gauche) et deux membres de son groupe de résistance, Wasjbrot et Boczov, peu de temps avant leur exécution

Libre et composé à Londres, avec Anna Marly et son neveu Maurice Druon, *Le chant des partisans*. Successivement, c'est, rue Bayen, l'arrestation de 'Mésange', agent de liaison de la centrale de renseignements Coligny, et, le 5 novembre, boulevard de la Somme, la mort d'Alphonse Tanguy assassiné d'une rafale de mitraillette par les sbires de la Gestapo française. Cet ingénieur des Arts et Métiers avait volé les plans secrets des cinq bases sous-marines allemandes de l'Atlantique, puis, à la direction du secteur lorientais, il avait mis en place une liaison maritime avec l'Angleterre.

C'est le dernier acteur majeur de la Confrérie Notre-Dame qui succombe. Dans le même

mois, après l'arrestation de Myriam David, alias 'Marianne', les archives de 'Ceux de la Résistance', entreposées rue Léon-Cosnard, sont entièrement détruites par Jean de Vogüé, homme d'exception et chef de la Résistance Nord.

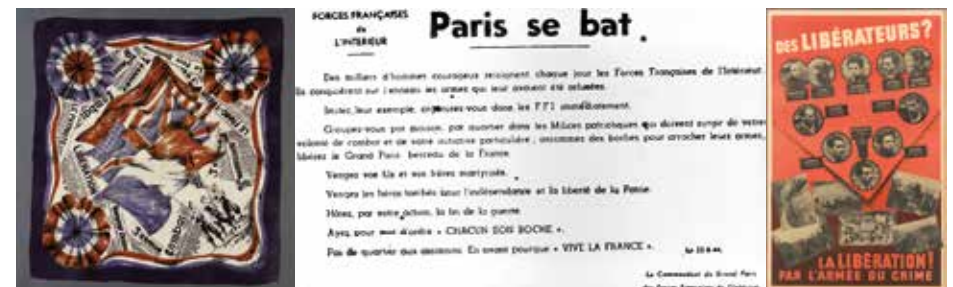
Pendant toute cette période, les Allemands et leurs séides ne parviennent toutefois pas à savoir qui finance les résistants, qui leur permet de monter des opérations et de publier des journaux clandestins. Or la plaque tournante du financement de l'Organisation de Résistance de l'Armée - l'ORA - n'est autre que l'employée des toilettes, la 'dame pipi' de la brasserie des Ternes, celle que personne ne voit ou ne soupçonne. Elle remet aux agents de cette organisation clandestine l'argent envoyé par Londres.

L'humble quotidien des résistants

« En 1940, nous collions des papillons sur les murs, nous répétions sur le territoire national les voix françaises de radio-Londres, nos compagnons nous demandaient le prénom du général de Gaulle pour le donner à leurs enfants !

En 1940, nous lançons nos premiers tracts imprimés ; en 1941, nous éditons nos premiers journaux clandestins ; en 1942, la Gestapo arrêtait 200 des nôtres ; en 1943, un de nos groupes pouvait envoyer à Londres l'horaire précis du train spécial d'Adolf Hitler, lors d'un de ses déplacements en France ; en 1944, pendant l'insurrection parisienne, un autre groupe capturerait des canons à l'ennemi. »

Lieutenant Denis Dautun



De gauche à droite : Foulard « Journaux clandestins », Affiche FFI du 22 août 1944, Affiche du Centre d'études antibolchéviques, 1944



Guerre 1939-1945. Libération de Paris. FFI sur les toits. Août 1944



De gauche à droite : Affiche signée par le général Koenig, Plaque commémorative dans la cour de l'école polonaise, rue Lamandé



© P.Muraro

⇒ 1944 : QUAND LA NUIT FINIT

« *Tristesse, ô ma patrie* »... Le titre du recueil du poète résistant Pierre Emmanuel décrit début 1944, mieux qu'une déploration, la tragédie de l'occupation et de la collaboration.

La Milice de Darnand, créée en décembre 1942, est autorisée par les Allemands à sévir en zone nord fin janvier 1944. Darnand, nommé du même coup secrétaire général du maintien de l'ordre dans le gouvernement de Laval, a désormais autorité sur la gendarmerie, les gendarmes mobiles et les Groupes Mobiles de Réserve. Depuis le 8 mai 1943, au 27, avenue Carnot, à l'hôtel Astrid, le même Darnand a confié à Henri Charbonneau la création de l'hebdomadaire de la Milice : '*Combats*'.

Cité des Fleurs

La police, la Milice, la Gestapo et l'ensemble des services allemands pourchassent impitoyablement les résistants. En janvier, au 66, rue Truffaut, Francine et Denise Benoît, deux sœurs, elles-mêmes inquiétées par la Gestapo, hébergent Pierre Morel chez elles. Ce résistant breton, qui s'était d'abord réfugié au 75, rue Pouchet, chez sa cousine - M^{lle} Laumain -, finit par créer sa propre filière d'évasion. Au 25, cité des Fleurs, Pierre Kahn-Farelle

a monté une antenne de son atelier clandestin de faux-papiers, fort efficace à Lyon. C'est une véritable entreprise qui compte 25 personnes. Elle constitue le service central des faux papiers des Mouvements Unis de la Résistance (MUR) issus du regroupement, en janvier 1943, des trois grands mouvements de la zone Sud - « Combat », « Franc-Tireur » et « Libération-Sud ».

Au cours de l'intervention de la Gestapo, le 18 mai 1944, Colette Heilbronner, venue de Lyon à la mi-mars, est abattue sur place et onze de ses camarades sont arrêtés. Sept d'entre eux n'en reviendront pas. Une sage-femme de la maternité voisine, qui proteste, est frappée par les 'gestapistes'.

La Résistance polonaise

L'Ecole Polonaise de la rue Lamandé, dont de nombreux élèves se sont engagés, avec leurs professeurs, dès 1940, dans la Résistance, paye un lourd tribut à la Libération. Beaucoup ont rejoint le maquis du Vercors, en janvier 1944 où près de 500 civils et militaires se préparent pour le soulèvement final destiné à susciter une diversion afin de retenir les troupes allemandes dans la région au moment du débarquement.

Le 6 juin 1944, Londres donne le signal de l'action générale. 4 000 patriotes, début juillet, proclament la République et hissent le drapeau tricolore. Après quelques offensives, le général allemand Karl Pflaum lance, le 21 juillet, 15 000 hommes de troupe à l'assaut du Vercors. Les alliés n'envoient pas d'avions. Ce sont les planeurs à croix noires de la Waffen SS qui se posent sur le plateau ! Après une semaine d'un combat acharné, le maquis est détruit. Plus de 600 résistants sont tués. Parmi eux, dix élèves et leur professeur de l'Ecole Polonaise. ▶



© P.Muraro

Plaque commémorative à Colette Heilbronner, cité des fleurs



Libération de Paris. L'appel à l'insurrection du commandant des FFI de la région de Paris. 1944

Le guet-apens de la rue d'Armaillé

A la veille de la Libération de Paris, un autre drame endeuille l'arrondissement. Le 16 août au matin, trois groupes de résistants – dont les Jeunes Chrétiens Combattants – se rassemblent en trois lieux de rendez-vous distincts : rue Troyon, à l'angle de la rue Saint-Ferdinand et de la rue d'Armaillé et, pour le dernier groupe à l'angle de la rue Saint-Ferdinand. Ils attendent qu'on leur remette des armes pour préparer l'insurrection. Celui qui leur a fait cette promesse les fait monter dans un camion bâché, Porte Maillot, près de Luna Park. Ils aperçoivent le Ballon des Ternes puis, dans un terrain vague voisin, le camion s'arrête. L'un des jeunes soulève la bâche et découvre des soldats allemands. Ils sont conduits rue des Saussaies. L'un des groupes reste prisonnier dans un garage, rue d'Armaillé. Dans la nuit, 35 jeunes et adolescents sont exécutés à la mitrailleuse, près de la Grande Cascade, dans le bois de Boulogne. Pour tout coup de grâce, trois grenades sont lancées sur les agonisants. Le 17 août, l'ordre a été donné à tous les résistants parisiens d'agir le 19 août au matin. Les pompiers, qui

avaient amassé des armes dans leur caserne du boulevard Gouvion Saint-Cyr, sont à pied d'oeuvre. Aux Batignolles, le maire nommé par Vichy est prié de rester chez lui. Des F.F.I., la veille, ont été introduits discrètement dans la mairie. A six heures du matin, tous les chefs et leurs groupes se rassemblent sur la place. Les premiers combats s'engagent à dix heures. La vaillance des combattants est décuplée par l'apparition du char Somus, saisi à Saint-Ouen. « Armé d'une simple grenade à manche allemande passée dans sa ceinture, un jeune lieutenant F.F.I., sous le feu de l'ennemi, au beau milieu du boulevard des Batignolles, commande la mise en place du dispositif de combat et les mouvements du char », écrit Claude Roy. Au fil des heures, les Allemands reculent : « De la rue de Rome, un interprète, les mains en porte-voix, leur vocifère quelque chose, raconte Claude Roy. Ils répondent en allemand. Une serviette éponge s'agite à une fenêtre. Un immense hurra. Les Allemands se rendent. » Le 25 août, Paris est libéré. Rue Troyon, dans le soir même, au Studio de l'Etoile, Henri Langlois, qui habite en face, fait projeter, pour une poignée d'amis, un film américain de Victor Fleming, réalisé en 1939, qu'il dissimulait chez lui : « Autant en emporte le vent ».



Couverture «d'Autant en emporte le vent» de Margaret Mitchell (1900-1949)

Témoignage du commandant Raux, chef du « Bataillon Désiré », « Bataillon des Patriotes du 17^e arrondissement », le 26 août 1944 :

« Une délégation d'officiers anglais et américains est reçue à la mairie du 17^e. La joie règne. (...) La nuit est troublée par un violent bombardement. Le quartier des Epinettes est touché. Nos troupes participent au sauvetage des victimes. Y prirent part les Dames de la Croix Rouge et les secouristes. Leur conduite fut digne d'éloge, comme pendant les jours de combat. Paris est libre et a peu souffert. Le 17^e arrondissement a participé avec ardeur à la lutte, ses pertes en sont la preuve : nous pleurons 39 morts et comptons cinq disparus et 280 blessés. »



Henri Langlois

“ Crier d'horreur à quoi bon, tant ici l'horreur passe les bornes ? Me taire, simplement, et voir. Que mon regard sur tes stigmates verse une huile tendre, ô Terre ! ”

Pierre Emmanuel



Les derniers jours de l'Occupation. Manifestation de FFI aux Batignolles devant la mairie du 17^e - Paris. 19 août 1944

Crédits photographiques :

P.36 : Le général de Gaulle et Henri Frenay © Roger-Viollet ; P. 38 : Louise de Bettignies © The Granger Collection NYC / Rue des Archives ; Henri Honoré d'Estienne d'Orves © Musée de l'Ordre de la Libération ; Membres de la Résistance française arrêtés © Heritage Images / Roger-Viollet ; P. 40 : Guy Môquet © Roger Berson / Roger-Viollet ; P. 41 : Colonel Rémy © Henri Martinie / Roger-Viollet ; André Dewavrin © Rue des Archives / PVDE ; P. 42 : Pierre Brossolette © Musée de l'Ordre de la Libération ; P. 43 : Foulard « Les Journaux de résistance » © E. Emo et St. Piera / Galliera / Roger-Viollet ; Panneaux de signalisation allemands © Pierre Jahan / Roger-Viollet ; P. 44 : Henry Frenay © Rue des Archives / AGIP ; P. 45 : Vélo-taxi à Paris © Albert Harlingue / Roger-Viollet ; Jean Moulin © Musée du Général Leclerc de Hautecloque et de la Libération de Paris - Musée Jean Moulin, Ville de Paris - Collection Antoinette Sasse ; P. 46 : Missak Manouchian et son groupe de résistance © Roger-Viollet ; P. 47 : Foulard-« Journaux clandestins » © E. Emo et St. Piera / Galliera / Roger-Viollet ; Affiche FFI © Roger-Viollet ; Affiche du Centre d'études antibolchéviques © Memorial Leclerc - Musée Jean Moulin / Roger-Viollet ; P. 48 : FFI sur les toits © Roger-Viollet ; Affiche signée par le général Koenig © Albert Harlingue / Roger-Viollet ; P. 50 : Appel à l'insurrection © Roger-Viollet ; « Autant en emporte le vent » © Roger-Viollet ; P. 51 : Henri Langlois © Jean Marquis / BHVP / Roger-Viollet ; Les derniers jours de l'Occupation © LAPI / Roger-Viollet